

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



48 411

Distr.
LIMITEE

E/CN.14/FMAB/38
4 août 1963

FRANCAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Conférence des ministres des finances
sur la création d'une Banque africaine
de développement
Khartoum, 31 juillet - 4 août 1963

ACTE FINAL DE LA CONFERENCE DES MINISTRES
DES FINANCES SUR LA CREATION D'UNE BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT

KHAR-63-155

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
ACTE FINAL DE LA CONFERENCE DES MINISTRES DES FINANCES SUR LA CREATION D'UNE BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT	1 - 4
REGLEMENT INTERIEUR DE LA CONFERENCE (Résolution 1 adoptée par la Conférence à sa première séance plénière le 31 juillet 1963)	5 - 20
DESIGNATION ET OBLIGATIONS DU MANDATAIRE (TRUSTEE) POUR L'ACCORD PORTANT CREATION DE LA BANQUE AFRICAINNE DE DEVELOPPEMENT (Résolution 2 adoptée par la Conférence à sa séance plénière de clôture le 4 août 1963)	21 - 23
TRAVAUX PREPARATOIRES EN VUE DE LA BANQUE AFRICAINNE DE DEVELOPPEMENT (Résolution 3 adoptée par la Conférence à sa séance plénière de clôture le 4 août 1963)	24 - 25
ADHESION DES MEMBRES ASSOCIES AFRICAINS DE LA COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE A L'ACCORD PORTANT CREATION DE LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT (Résolution 4 adoptée par la Conférence à sa séance plénière de clôture le 4 août 1963)	26
LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT ET LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE SUD- AFRICAINNE (Résolution 5 adoptée par la Conférence à sa séance plénière de clôture le 4 août 1963)	27

ACTE FINAL DE LA CONFERENCE DES MINISTRES
DES FINANCES SUR LA CREATION D'UNE BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT

I. La Conférence des ministres des finances sur la création d'une banque africaine de développement, convoquée par le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, conformément à la résolution 52(IV) de cette Commission, s'est réunie à Khartoum (Soudan) du 31 juillet au 4 août 1963.

II. Les représentants suivants ont participé à la Conférence :

S.E. M. Lakhdar Brahimi	pour l'Algérie
S.E. M.F. Bitariho	pour le Burundi
S.E. M.C. Onana Awana	pour le Cameroun
S.E. M. Bornou	pour la République centrafricaine
S.E. M.B. Pircolossou	pour le Tchad
S.E.	pour le Congo-Brazzaville
S.E. M.C. Kamitatu	pour le Congo-Léopoldville
S.E. M.	pour le Dahomey
S.E. M. Yilma Deressa	pour l'Ethiopie
S.E. M. Anguilé	pour le Gabon
S.E. M. F.K.D. Goka	pour le Ghana
S.E. M. El Hadj Diawadou Barr	pour la Guinée
S.E. M.J.B. Mockey	pour la Côte d'Ivoire
S.E. M.J. Gichuru	pour le Kenya
S.E. M. C.D. Sherman	pour le Libéria
M. Aly Jumaa Mouzoughi	pour la Libye
M. R. Ralison	pour Madagascar
S.E. J.M. Koné	pour le Mali
M. Mohamed Lemino Oulé Hamani	pour la Mauritanie
S.E. M. H.E. Walter	pour l'Ile Maurice
S.E. M. Osman	pour le Maroc
S.E. M. Courmo Barcom, guo	pour le Niger

Chief Festus Sam Okotie-Eboh	pour la Nigéria
M. C.G. Geasley	pour la Fédération de Rhodésie & Nyassaland
S.E. M.A. Peytavin	pour le Sénégal
S.E. M. Maigore Kallon	pour le Sierra Leone
S.E.	pour la Somalie
S.E. M. Abdel Maged Ahmed	pour le Soudan
S.E. M.P.N. Bomani	pour le Tanganyika
S.E. M. Bensalah Ahmed	pour la Tunisie
S.E. M. Amos Kalule Sempa	pour l'Ouganda
S.E. M. Ahmed Zindou	pour la République arabe unie
Sheikh Juma Aley ol Abrawy	pour Zanzibar

Les observateurs suivants ont assisté à la Conférence :

M. J. Lecomte	pour la Belgique
S.E. Dr. Jaromir Vrla	pour la Tchécoslovaquie
Dr. S. Boettcher	pour la République fédérale d'Allemagne
M. A. Georges	pour la France
S.E. M. D.S.K. Hosla	pour l'Inde
M. A. Girace	pour l'Italie
S.E. M. Shigeru Nakamura	pour le Japon
S.E. Dr. J.C. Kruisheer	pour les Pays-Bas
S.E. M. S.A.A.K. Durrani	pour le Pakistan
M. E. Sutter	pour la Suisse
M. P. Kettis	pour la Suède
M. A.R. Walmsley	pour le Royaume-Uni
S.E. M. W.M. Rountree	pour les Etats-Unis d'Amérique
M. A.S. Maklakov	pour l'Union des Républiques socialistes soviétiques
S.E. M.I. Njegovan	pour la Yougoslavie

Les observateurs suivants d'organisations et d'institutions ont assisté à la Conférence :

M. S.V. Desai

pour l'Afro-Asian Organization for
Economic Co-operation

M. Baba Kasse

pour la Commission de Coopération technique
en Afrique (CCTA)

M. Angelo de Tuddo

Organization
pour l'Alimentation et l'Agriculture (OAA)

M. P. Herrera

pour la Banque inter-américaine de
développement

M. A.G. Elemery

pour la Banque internationale pour la
Reconstruction et le Développement

S.E. M. Abdel Khalek

Hassouna

pour la Ligue des Etats arabes

M.A. Foalem

pour l'Organisation africaine et malgache
de Coopération économique (OAMCE)

M. Ghufren Faruqi

pour le Fonds spécial des Nations Unies

M.D. Viéyra

pour l'UNESCO

Dr.H.B.I. Russell

pour l'Organisation mondiale de la Santé
(OMS)

Le Secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique exerçait les fonctions de secrétaire de la Conférence.

III. La Conférence a approuvé le texte (ci-joint) de l'Accord portant création de la Banque africaine de développement et l'a ouvert à la signature le 4 août 1963.

Les représentants dont la Conférence a constaté que les pouvoirs étaient en bonne et due forme et dont les noms figurent dans l'Annexe ci-joint, ont signé ledit Accord lors de la séance de clôture de la Conférence.

IV. La Conférence a adopté, en outre, les résolutions suivantes dont le texte est joint :

1. Règlement intérieur de la Conférence;
2. Désignation et obligations du Mandataire (Trustee) pour l'Accord portant création de la Banque africaine de développement;
3. Travaux préparatoires en vue de l'établissement de la Banque africaine de développement;
4. Adhésion des membres associés africains de la Commission économique pour l'Afrique portant création de la Banque africaine de développement;
5. La Banque africaine de développement et le Gouvernement de la République sud -africaine.

V. En ce qui concerne la résolution mentionnée à l'alinéa 2 du paragraphe précédent, le Secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, au nom du Secrétaire général des Nations Unies, a déclaré que le Secrétaire général prendrait les décisions et s'acquitterait des obligations qui incombent au Mandataire conformément au paragraphe (5) de l'Article 7 et au paragraphe (1) de l'Article 66 de l'Accord portant création de la Banque africaine de développement, ainsi qu'à la présente résolution. Quant à la résolution mentionnée à l'alinéa 3 du paragraphe IV, il a déclaré que, sous réserve de disposer de ressources supplémentaires, il se conformerait à la demande formulée dans cette résolution.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent Acte final.

Fait à Khartoum, le .4 août 1963, en langue anglaise et en langue française, les deux textes faisant également foi, en un exemplaire unique qui sera déposé auprès du Secrétaire général des Nations Unies, lequel en remettra des copies certifiées conformes aux Etats signataires.

REGLEMENT INTERIEUR DE LA CONFERENCE

Résolution 1 adoptée par la Conférence à sa première séance plénière le 31 juillet 1963

La Conférence,

Suivant la recommandation formulée par la Réunion préparatoire,

Décide d'adopter, pour la conduite de ses débats, le règlement
intérieur contenu dans l'Annexe à la présente résolution.

Article 1

En attendant que la Conférence statue sur leurs pouvoirs, les
représentants, représentants suppléants et experts des États invités à la
Conférence ont le droit de participer à titre temporaire à la Conférence.

Article 2

a) L'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées
appartenant ont le droit d'être représentées aux séances de la Conférence
et, par l'intermédiaire de leurs représentants, de participer, sans droit
de vote, aux débats.

ANNEXE
REGLEMENT INTERIEUR

CHAPITRE I

Représentation et pouvoirs

Article premier

Chaque Etat est représenté à la Conférence des ministres des finances sur la création d'une banque africaine de développement (dénommée ci-après "La Conférence") par un représentant et par tous les représentants suppléants, conseillers et experts que le Gouvernement dudit Etat peut estimer nécessaire. Le représentant, en son absence, est remplacé par un représentant suppléant.

Article 2

- a) Les pouvoirs et pleins pouvoirs des représentants gouvernementaux, les noms des représentants suppléants et experts gouvernementaux et ceux des observateurs sont communiqués au Secrétaire de la Conférence, dès l'arrivée des intéressés et, si possible, 24 heures au plus après l'ouverture de la Conférence.
- b) Les pouvoirs et pleins pouvoirs doivent émaner, soit du chef d'Etat ou de gouvernement, soit du ministre des affaires étrangères.
- c) Le Secrétaire de la Conférence soumet les pouvoirs et pleins pouvoirs au Comité directeur.

Article 3

En attendant que la Conférence statue sur leurs pouvoirs, les représentants, représentants suppléants et experts des Etats invités à la Conférence ont le droit de participer à titre temporaire à la Conférence.

Article 4

- a) L'organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées apparentées ont le droit d'être représentées aux séances de la Conférence et, par l'intermédiaire de leurs représentants, de participer, sans droit de vote, aux débats.

- b) La Conférence pourra inviter des observateurs d'autres organisations ou institutions internationales intéressées au développement de l'Afrique ou des autres régions sous-développées du monde à assister, aux conditions qu'elle déterminera, à toutes ou à certaines de ses séances.
- c) La Conférence pourra inviter des gouvernements et institutions non africaines ayant manifesté un intérêt pour la création d'une banque africaine de développement à se faire représenter par un observateur, aux conditions qu'elle déterminera, à toutes ou à certaines de ses séances.
- d) Le Président peut inviter un observateur à participer, sans droit de vote, aux débats.

CHAPITRE II

Bureau

Article 5

La Conférence élit, à sa première séance plénière, à la majorité absolue des voix des Etats représentés, et parmi les représentants gouvernementaux, un Président et deux Vice-Présidents.

Article 6

Le Président préside les séances plénières de la Conférence.

Article 7

Si le Président est absent pendant une séance ou une partie de séance, il est remplacé par un Vice-Président.

Article 8

Un Vice-Président agissant en qualité de Président a les mêmes droits et les mêmes devoirs que le Président.

Article 9

Si le Président se trouve dans l'impossibilité de s'acquitter de ses fonctions, un nouveau Président est élu.

Article 10

Le Président, ou le Vice-Président agissant en qualité de Président, participe aux séances de la Conférence en cette qualité et non en tant que représentant de son Gouvernement. Un représentant suppléant peut représenter ce gouvernement et exercer le droit de vote.

Article 11

a) La Conférence se réunit en séance plénière en tant que Conférence de représentants gouvernementaux.

b) De plus, la Conférence a la structure suivante :

i) Un Comité directeur qui suit en permanence l'avancement des travaux de la Conférence, étudie les mesures à prendre en vue de coordonner ces travaux et les mener à bonne fin et, en outre, examine les pouvoirs et pleins pouvoirs qui lui sont présentés par le Secrétaire de la Conférence.

ii) Un Comité de rédaction qui révisé et coordonne le texte du projet d'Accord portant création de la Banque africaine de développement, rédige, révisé et ou coordonne, si besoin est, les projets d'autres instruments diplomatiques et instruments formels, ainsi que les projets de résolutions et recommandations formelles que la Conférence sera appelée à signer ou adopter.

c) En outre, la Conférence et chaque comité peuvent instituer tels groupes de travail qu'ils estiment propres à faciliter leur tâche.

Article 12

a) Le Comité directeur se compose du Président, des deux Vice-Présidents de la Conférence et du Président du comité de rédaction.

b) Le Comité de rédaction se compose de neuf membres élus par la Conférence sur propositions du Président.

Article 13

Chaque Etat participant à la Conférence peut être représenté par une personne au Comité de rédaction et aux groupes de travail dont il est membre. Il peut affecter à ces organes tous représentants suppléants et conseillers qu'il estime nécessaires.

Article 14

- a) Le Président de la Conférence préside les séances du Comité directeur. S'il est absent, l'article 7 est applicable.
- b) A sa première séance plénière, la Conférence élit un Président et un Vice-Président pour le Comité de rédaction.
- c) Chaque groupe de travail élit un Président parmi ses membres.
- d) Avant l'élection du Président, le Secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (dénommée ci-après la "CEA"), ou son représentant, exerce les fonctions de Président temporaire de la Conférence, des comités et groupes de travail.

Article 15

Le Président de l'organe dont est issu un groupe de travail, nomme les membres de ce groupe de travail, sous réserve de l'approbation dudit organe.

Article 16

- a) Les comités font rapport à la Conférence siégeant en séance plénière. Les groupes de travail font rapport à l'organe dont ils sont issus.
- b) Les rapports des comités et groupes de travail rendent compte, en tant que de besoin, des différentes opinions exprimées par les membres.
- c) Les rapports des comités sont renvoyés au Comité de rédaction avant d'être présentés à la Conférence s'ils recommandent ou impliquent l'approbation ou la signature d'un instrument diplomatique, ou l'adoption d'une résolution ou d'une recommandation formelle par la Conférence.

Article 17

Le présent règlement intérieur s'applique aux débats des comités et groupes de travail, à moins que la Conférence n'en décide autrement en séance plénière.

CHAPITRE III

Conduite des débats

Article 18

Le quorum est constitué par la majorité des deux tiers des Etats représentés à l'organe intéressé.

Article 19

Outre l'exercice des pouvoirs qui lui sont conférés en vertu d'autres dispositions du présent règlement, le Président prononce l'ouverture et la clôture de chaque séance plénière de la Conférence, dirige les débats de ces séances, assure l'application du règlement, donne la parole, met les questions aux voix et proclame les décisions. Il statue sur les motions d'ordre et, sous réserve des dispositions du présent règlement, règle entièrement les débats et assure le maintien de l'ordre. Le Président peut au cours de la discussion proposer à la Conférence, la limitation du temps de parole, la limitation du nombre d'interventions de chaque représentant sur une même question, la clôture de la liste des orateurs ou la clôture des débats. Il peut également proposer la suspension ou l'ajournement de la séance ou l'ajournement du débat sur la question en discussion.

Article 20

Le Président, dans l'exercice de ses fonctions, demeure sous l'autorité de la Conférence.

Article 21

Nul n'a le droit de prendre la parole à la Conférence sans avoir, au préalable, obtenu l'autorisation du Président. Sous réserve des articles 22 et 23, le Président donne la parole aux orateurs dans l'ordre où ils l'ont demandée. Le secrétariat est chargé de dresser la liste des orateurs. Le Président peut rappeler à l'ordre un orateur dont les remarques n'ont pas trait au sujet en discussion.

Article 22

Le Président d'un comité ou d'un groupe de travail peut bénéficier d'un tour de priorité pour expliquer les conclusions de son comité ou de son groupe de travail.

Article 23

Au cours de la discussion d'une question quelconque, un représentant peut présenter une motion d'ordre et le Président statue immédiatement sur cette motion conformément au règlement. Tout représentant peut en appeler de toute décision du Président. L'appel est immédiatement mis aux voix et, si elle n'est pas annulée par la majorité des représentants présents et votants, la décision d'ordre ne peut, dans son intervention, traiter du fond de la question en discussion.

Article 24

La Conférence peut limiter le temps de parole de chaque orateur et le nombre des interventions de chaque représentant sur une même question. Lorsque les débats sont limités et qu'un représentant dépasse le temps qui lui est alloué, le Président le rappelle immédiatement à l'ordre.

Article 25

Au cours d'un débat, le Président peut donner lecture de la liste des orateurs, et, avec l'assentiment de la Conférence déclarer cette liste close. Il peut cependant accorder le droit de réponse à un représentant quelconque lorsqu'un discours prononcé après la clôture de la liste des orateurs rend cette décision opportune.

Article 26

Au cours de la discussion d'une question, un représentant peut demander d'ajourner le débat sur le sujet ou la question en discussion. Outre l'auteur de la motion, deux orateurs peuvent prendre la parole en faveur de l'ajournement et deux contre, après quoi la motion est immédiatement mise aux voix. Le Président peut limiter la durée des interventions permises aux représentants en vertu de cet article.

Article 27

A tout moment, un représentant peut demander la clôture du débat sur le sujet ou la question en discussion, même si d'autres représentants ont manifesté le désir de prendre la parole. L'autorisation de prendre la parole sur la clôture du débat n'est accordée qu'à deux orateurs opposés à la clôture, après quoi la motion est immédiatement mise aux voix. Si la Conférence approuve la motion, le Président prononce la clôture de la discussion. Le Président peut limiter la durée des interventions permises aux représentants en vertu de cet article.

Article 28

Pendant la discussion d'une question quelconque, un représentant peut demander la suspension ou l'ajournement de la séance. Les motions en ce sens ne sont pas discutées, mais sont immédiatement mises aux voix. Le Président peut limiter la durée de l'intervention du représentant qui propose la suspension ou l'ajournement de la séance.

Article 29

Sous réserve des dispositions de l'article 23, les motions suivantes ont priorité, dans l'ordre indiqué ci-après, sur toutes les autres propositions ou motions présentées:

- a) Suspension de la séance.
- b) Ajournement de la séance.
- c) Ajournement du débat sur le sujet ou la question en discussion.
- d) Clôture du débat sur le sujet ou la question en discussion.

Article 30

Les autres propositions et les amendements s'y rapportant sont normalement remis par écrit au Secrétaire de la Conférence qui les communique aux délégations. En règle générale, aucune proposition n'est discutée ni mise aux voix à une séance quelconque de la Conférence, si le texte n'en a pas été communiqué à toutes les délégations au plus tard la veille de la séance. Le Président peut, cependant, autoriser la discussion et l'examen d'amendements ou de motions de procédure ou de fond même si ces amendements et motions n'ont pas été communiqués ou ne l'ont été que le jour même.

Article 31

Sous réserve des dispositions de l'article 29, toute motion tendant à ce qu'il soit statué sur la compétence de la Conférence à examiner une question ou à adopter une proposition ou un amendement qui lui sont soumis, est mise aux voix avant l'examen de cette question ou avant le vote sur la proposition ou l'amendement en cause.

Article 32

Une motion qui n'a pas encore été mise aux voix peut être retirée par son auteur à condition qu'elle n'ait pas fait l'objet d'amendements par d'autres représentants que son auteur. Une motion qui est ainsi retirée peut être présentée à nouveau par un représentant quelconque.

Article 33

Lorsqu'une proposition a été adoptée ou rejetée, elle ne peut être examinée à nouveau, sauf décision contraire de la Conférence prise à la majorité des deux tiers des représentants présents et votants. L'autorisation de prendre la parole sur une motion tendant à un nouvel examen n'est accordée qu'à deux orateurs opposés à la motion, après quoi la motion est immédiatement mise aux voix.

CHAPITRE IV

Vote

Article 34

Chaque Etat représenté à la Conférence dispose d'une voix.

Article 35

- (a) Les décisions de la Conférence sont prises à la majorité des représentants présents et votants, à moins que la Conférence n'en décide autrement.
- (b) Aux fins du présent règlement, l'expression "représentants présents et votants" s'entend des représentants votant pour ou contre. Les représentants qui s'abstiennent de voter sont considérés comme non votants.

Article 36

La Conférence vote normalement à main levée ou par assis et levé, mais tout représentant peut demander le vote par appel nominal ou au scrutin secret. L'appel sera fait dans l'ordre alphabétique anglais des noms des délégations à la Conférence en commençant par la délégation dont le nom est tiré au sort par le Président.

Article 37

Lorsque le Président a annoncé que le scrutin commence, aucun représentant ne peut interrompre le scrutin, sauf s'il s'agit d'une motion d'ordre ayant trait à la manière dont s'effectue le scrutin en question. Le Président peut permettre aux représentants de donner des explications sur leur vote, soit avant, soit après le scrutin. Le Président peut limiter la durée de ces explications.

Article 38

Tout représentant peut demander que des parties d'une proposition ou d'un amendement soient mises aux voix séparément. S'il est fait objection à la demande de division, la motion de division est mise aux voix. L'auto-

risation de prendre la parole sur la motion de division n'est accordée qu'à deux orateurs pour et deux orateurs contre. Si la motion de division est acceptée, les parties de la proposition ou de l'amendement adoptées sont mises aux voix en bloc. Si toutes les parties du dispositif d'une proposition ou d'un amendement ont été rejetées, la proposition ou l'amendement est considéré comme rejeté dans son ensemble.

Article 39

Lorsqu'une proposition fait l'objet d'un amendement, l'amendement est mis aux voix en premier lieu. Si une proposition fait l'objet de deux ou plusieurs amendements, la Conférence vote d'abord sur celui qui s'éloigne le plus, quant au fond, de la proposition primitive. Elle vote ensuite sur l'amendement qui, après celui-ci, s'éloigne le plus de ladite proposition, et ainsi de suite jusqu'à ce que tous les amendements aient été mis aux voix. Toutefois, lorsque l'adoption d'un amendement implique nécessairement le rejet d'un autre amendement, ce dernier n'est pas mis aux voix. Si un ou plusieurs amendements sont adoptés, on vote ensuite sur la proposition modifiée. Une motion est considérée comme un amendement à une proposition si elle comporte simplement une addition, une suppression ou une modification intéressant une partie de ladite proposition.

Article 40

Si la même question fait l'objet de deux ou plus de deux propositions, la Conférence à moins qu'elle n'en décide autrement, vote sur ces propositions dans l'ordre où elles ont été présentées. Après chaque vote, la Conférence peut décider si elle votera sur la proposition suivante.

Article 41

Si, lorsqu'il s'agit d'élire une personne ou une délégation, aucun candidat ne recueille au premier tour la majorité prévue, on procède à un second tour de scrutin mais le vote ne porte plus que sur les deux candidats ayant obtenu le plus grand nombre de voix. Si les deux candidats recueillent le même nombre de voix à ce second tour, le Président décide entre les candidats par tirage au sort.

Si, au premier tour, plusieurs candidats placés immédiatement derrière celui qui obtient le plus grand nombre de voix, recueillent un même nombre de voix, on procède à un tour spécial de scrutin entre eux pour ramener à deux le nombre de candidats. En cas de partage égal de voix entre trois ou plus de trois candidats ayant obtenu le plus grand nombre de voix au premier tour, on procède à un deuxième tour de scrutin entre ces candidats et, s'il y a alors partage égal de voix entre plus de deux candidats, le nombre de ces candidats est ramené à deux par tirage au sort et on procède à un autre tour de scrutin comme il est dit au premier alinéa du présent article.

Article 42

Si deux ou plusieurs postes doivent être pourvus par voie d'élection en même temps et dans les mêmes conditions, les candidats qui obtiennent la majorité requise au premier tour sont élus.

Si le nombre de candidats obtenant cette majorité est inférieur au nombre de postes à pourvoir, on procède à d'autres tours de scrutin afin de pourvoir les postes encore vacants, le vote ne portant que sur les candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de suffrages au scrutin précédant et qui ne doivent pas être en nombre supérieur au double de celui des postes restant à pourvoir. Toutefois, si le nombre de candidats non élus ayant obtenu un nombre égal de suffrages est supérieur, on procède à un tour de scrutin spécial afin de ramener le nombre des candidats au nombre requis.

Si trois tours de scrutin portant sur des candidats déterminés ne sont pas décisifs, on procède alors à des scrutins portant sur toutes les personnes ou délégations éligibles. Si trois tours de scrutin de ce genre ne donnent pas de résultat, les trois tours de scrutin suivants (sous réserve d'une exception pour le cas de partage égal des voix mentionnées à la fin de l'alinéa précédant du présent article) ne porteront que sur les candidats ayant obtenu le plus grand nombre de voix au troisième des scrutins qui ont eu lieu selon la procédure ci-dessus. Le nombre de ces candi-

dates ne devant pas être supérieur au double de celui des postes restant à pourvoir.

Les trois tours de scrutin suivants porteront sur tous les candidats éligibles et ainsi de suite jusqu'à ce que tous les postes aient été pourvus.

CHAPITRE V

Le Secrétaire de la Conférence et le Secrétariat

Article 43

Le Secrétaire exécutif de la CEA ou son représentant exerce les fonctions de Secrétaire de la Conférence et est chargé des arrangements nécessaires pour le Secrétariat. Dans l'exercice de ses fonctions, il agit au nom du Secrétaire général des Nations Unies.

Article 44

Le Secrétaire de la Conférence assiste, ou est représenté, aux séances de la Conférence et à celles des comités et groupes de travail; il peut participer aux débats, sans droit de vote, et présenter des propositions.

Article 45

- a) En ce qui concerne ses fonctions, le Secrétaire de la Conférence se règle, en cas de besoin, et dans la mesure où ces articles sont applicables, sur les articles 22, 23, 27 et 28 du règlement intérieur de la CEA.
- b) Après la clôture de la Conférence, le Secrétaire de la Conférence, en sa qualité de Secrétaire exécutif de la CEA, soumet à la CEA, à sa session suivante, un rapport détaillé sur les travaux et résultats de la Conférence.
- c) Sans préjudice de la deuxième phrase de l'article 43, après la clôture de la Conférence, le Secrétaire de la Conférence prête son concours à la bonne et prompte mise en oeuvre des décisions de la Conférence.

Article 46

Le Secrétariat est chargé de recevoir, traduire, imprimer et distribuer les documents, rapports et résolutions de la Conférence; d'interpréter les discours prononcés aux séances; de rédiger les comptes rendus des séances plénières; de reproduire les rapports et, d'une manière générale, d'exécuter tous autres travaux que la Conférence pourra demander.

CHAPITRE VI

Langues

Article 47

- a) L'anglais et le français sont les langues de travail de la Conférence.
- b) Les discours prononcés dans l'une des langues de travail sont interprétés dans l'autre langue de travail.
- c) Tout participant peut prendre la parole dans une langue autre que les langues officielles. Dans ce cas, il assure l'interprétation dans l'une des langues de travail.
- d) Les comptes rendus des séances plénières, les rapports de la Conférence, les projets d'instruments diplomatiques et les résolutions et recommandations formelles adoptées par la Conférence sont établis dans les deux langues de travail.

CHAPITRE VII

Séances

Article 48

Sauf décision contraire de la Conférence siégeant en séance plénière, les séances de la Conférence sont privées. Les séances des comités et groupes de travail sont privées.

Article 49

Au cours de la Conférence, le Secrétaire de la Conférence, peut, en consultation avec le Président de la Conférence, publier des communiqués sur l'état d'avancement des travaux. A la clôture de la Conférence, il publie en consultation avec le Président de la Conférence, un communiqué résumant les résultats de la Conférence.

CHAPITRE VIII

Comptes rendus et instruments diplomatiques

Article 50

Le Secrétaire de la Conférence enregistre les comptes rendus des séances plénières, les décisions et rapports adoptés par la Conférence siégeant en séance plénière et tous documents préparés et adoptés à leurs séances par les comités et groupes de travail. Cette documentation est transmise aussi tôt que possible aux représentants et aux observateurs ayant participé aux séances auxquelles ladite documentation se rapporte. Les destinataires informent le Secrétaire de la Conférence, dans les limites de temps fixées à cet effet, des modifications qu'ils désirent apporter.

Article 51

- a) L'Acte final de la Conférence contiendra la liste des Etats, organisations et institutions internationales représentés à la Conférence; les noms des représentants et observateurs par lesquels ces Etats, organisations et institutions étaient représentés, énumérera les instruments diplomatiques approuvés ou signés et les résolutions et recommandations formelles adoptées par la Conférence, dont le texte sera annexé.
- b) Le projet d'Acte final est préparé par le Secrétaire de la Conférence au fur et à mesure de l'avancement des travaux de la Conférence et est approuvé par le Comité de rédaction.
- c) L'original de l'Acte final est signé par les représentants à la séance de clôture de la Conférence, et est déposé par le Secrétaire de la Conférence auprès du Secrétaire Général des Nations Unies, qui en

fait parvenir des copies certifiées conformes aux Etats signataires.

Article 52

Les instruments diplomatiques négociés à la Conférence en vue de leur signature, seront signés à la séance de clôture de la Conférence après que les pleins pouvoirs des représentants des Etats signataires aient été trouvés en bonne et due forme.

CHAPITRE IX

Dispositions finales

Article 53

- a) Le présent Règlement pourra être modifié ou son application suspendue par décision de la Conférence, siégeant en séance plénière, à la majorité absolue des voix des Etats représentés à la Conférence.
- b) Aucun amendement ne pourra être apporté au présent règlement avant que le Comité de rédaction n'ait fait rapport sur la modification proposée.
- c) L'application d'un article peut être suspendue sous réserve que la proposition de suspension ait été déposée 24 heures auparavant. Le dépôt préalable peut ne pas être exigé si nul représentant ne s'oppose à cette dérogation.

DESIGNATION ET OBLIGATIONS DU MANDATAIRE (TRUSTEE) POUR
L'ACCORD PORTANT CREATION DE LA BANQUE AFRICAINE DE
DEVELOPPEMENT

Résolution 2 adoptée par la Conférence à sa
séance plénière de clôture le 4 août 1963

La Conférence

Considérant que le paragraphe (1) de l'Article 66 de l'Accord prévoit la désignation d'un Mandataire (Trustee) aux fins définies dans ledit paragraphe et au paragraphe (5) de l'Article 7 de l'Accord,

Prenant acte de ce que, lors de cette Conférence, le Secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, au nom du Secrétaire général des Nations Unies, a déclaré que le Secrétaire général prendrait les décisions et s'acquitterait des obligations qui incombent au Mandataire (Trustee) conformément auxdits Articles de l'Accord et à la présente résolution,

Considérant la nécessité de donner promptement effet à la présente résolution,

Décide ce qui suit:

1. Le Secrétaire général des Nations Unies (dénommé ci-après "le Mandataire") est, par les présentes, institué Mandataire aux fins définies au paragraphe 5 de l'Article 7 et au paragraphe 1 de l'Article 66 de l'Accord.
2. (a) Le Mandataire, en toutes circonstances, maintient la totalité de l'or et des monnaies reçues des Signataires de l'Accord conformément aux dispositions de l'Article 7 dudit Accord, ainsi que tout revenu qui

en provient et s'y ajoute (ces monnaies et ce revenu, dans leur totalité, étant dénommés ci-après "les fonds reçus"), entièrement séparés et distincts de tous les autres avoirs et comptes, dans un compte spécial dénommé "Compte mandataire 'Banque africaine de développement' des Nations Unies".

(b) Le Mandataire ne détient, n'emploie, n'engage, n'investit, ne transfère ou n'utilise de quelque autre manière l'or ou les fonds reçus, en totalité ou en partie, si ce n'est dans les conditions prévues par la présente résolution.

(c) Le Mandataire peut:

(i) déposer les fonds reçus ou une partie de ces fonds dans un compte de dépôt dénommé "Compte de dépôt de la Banque africaine de développement" pour une durée qui ne dépassera pas six mois moyennant le service d'intérêts et des dispositions lui permettant de retirer lesdits fonds ou une partie de ces fonds à tout moment sous réserve d'un préavis de dix jours;

(ii) investir les fonds reçus ou une partie de ces fonds en valeur d'Etat libellées et payables dans une monnaie convertible, et venant à échéance dans les six mois qui suivent la date d'achat.

3. Le Mandataire convoquera la première assemblée du Conseil des gouverneurs de la Banque africaine de développement (dénommée ci-après "la Banque") qui se tiendra dans les trente jours suivant la date d'entrée en vigueur de l'Accord.

4. Le Mandataire transférera l'or et les fonds reçus à la Banque dès la date de la première assemblée du Conseil des gouverneurs et communiquera en même temps au Conseil un état des comptes relatifs à l'or et aux fonds reçus, certifié conformément aux procédures de vérification des comptes des Nations Unies.

5. Si l'Accord n'est pas entré en vigueur au 1er juillet 1965, le Mandataire, le 15 juillet 1965 au plus tard, reversera aux Signataires de l'Accord la totalité de l'or et des devises qu'il avait reçus d'eux conformément aux dispositions de l'Article 7 dudit Accord et répartira les revenus qui proviendraient de ces monnaies en proportion des sommes qu'il avait reçues, compte tenu de la période pendant laquelle ces sommes ont produit des revenus. En même temps, le Mandataire remettra aux Etats signataires un état des comptes relatifs à l'or et aux fonds reçus, certifié conformément aux procédures de vérification des comptes des Nations Unies.

TRAVAUX PREPARATOIRES

EN VUE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT

Résolution 3 adoptée par la Conférence à sa
séance plénière de clôture le 4 août 1963

La Conférence

Considérant l'Accord portant création de la Banque, ainsi que les délais de ratification prévus pour ledit Accord par l'Article 64 de cet Accord,

Désirant favoriser l'établissement rapide de ladite Banque et en attendant la ratification dudit Accord,

1. Demande au Comité des Neuf créé par la résolution 52(IV) de la Commission économique pour l'Afrique d'exercer les fonctions suivantes :

a) Etablir et maintenir le contact avec les Signataires de l'Accord en vue d'accélérer la ratification de l'Accord et envisager, avec les autorités des pays africains qui n'ont pas signé l'Accord, la possibilité pour ces pays de le signer et de le ratifier ou d'y adhérer;

b) Concevoir, mettre en train, appliquer ou contrôler les mesures ou arrangements administratifs qui préparent l'établissement effectif du siège de la Banque ou qui concernent les communications et autres services de la Banque, ses installations et facilités, les procédures de nomination et le logement de son personnel;